

La notion de sécurité énergétique.
Apports et les limites des travaux de l'Ecole de Copenhague.

Par Florence Debrouwer
Aspirant F.N.R.S. – Université catholique de Louvain

La sécurité énergétique est aujourd'hui au centre de tous les débats, au cœur de tous les intérêts, en tête de tous les agendas politiques. Une multitude d'acteurs y font référence dans une infinité de situations tant et si bien que la notion même de sécurité énergétique semble à tous évidente. Cependant, elle n'en recouvre pas moins de très diverses significations. La sécurité énergétique telle qu'envisagée par les pays membres de l'OPEP n'est pas la même que celle du Président de la Commission européenne, celle invoquée par les organisations de défense de l'environnement ou encore celle présentée par les PDG de compagnies pétrolières ou gazières.

Il peut donc s'avérer utile de se pencher sur cette « notion fourre-tout » et d'en analyser de façon minutieuse à la fois la substance et le mode de constitution. Plusieurs méthodes pourraient être empruntées pour ce faire. Une analyse chronologique pourrait se révéler riche en enseignements sur les contextes au sein desquels est apparue cette notion. Une étude étymologique permettrait de saisir l'essence des termes¹.

L'approche ici envisagée relèvera d'une toute autre démarche. Il ne sera pas question de tenter d'apporter à la sécurité énergétique une définition qui serait comprise comme déterminante, définitive et univoque. Cette démarche se révélerait bien trop réductrice appliquée à une notion aussi protéiforme. Celle-ci sera abordée à travers sa formulation, en tant qu'aboutissement d'un processus particulier que certains désignent

¹ CEYHAN (Ayse), *Analyser la sécurité. Dillon, Wæver, Williams et les autres dans Cultures & Conflits. Sociologie politique de l'international*, n°31, p. 3.

par le terme « *sécurisation* »². Pour comprendre les mécanismes et dynamiques sur lesquels ce dernier s'appuie, nous nous tournerons vers les travaux accomplis au sein du courant de recherche ayant contribué à l'extension du champ d'étude des questions de sécurité à des domaines non militaires, à savoir l'Ecole de Copenhague, dont l'ouvrage fondateur est *People, States and Fear: The National Security Problem in International Relations* publié en 1983 par Barry Buzan³.

Nous nous pencherons plus particulièrement sur les apports de l'étude réalisée par ce dernier en collaboration avec Ole Weaver et Jaap de Wilde, présentée dans le livre *Security: a new framework for analysis* et par laquelle a été introduite l'étude des aspects sociaux des questions de sécurité en se concentrant sur trois concepts clés que sont l'existence de complexes de sécurité, la sectorisation de la sécurité et le processus de sécurisation. L'application de ces deux dernières notions au concept de sécurité énergétique sera plus particulièrement débattue dans cette étude. Qu'apporte-t-elle à la compréhension de la sécurité énergétique ? En quoi diffère-t-elle des autres courants et quelles sont ses limites ?

La sécurité énergétique : entre évocation et conceptualisation

La notion de sécurité énergétique est traditionnellement invoquée pour désigner trois types distincts de préoccupations. Le premier concerne l'ensemble des questions liées à la garantie l'approvisionnement en énergie. Tout Etat, qu'il possède ou non des ressources d'énergies fossiles, un parc nucléaire, des capacités hydroélectriques ou encore en matière d'énergies renouvelables, se trouve confronté à la nécessité d'assurer de façon stable et continue son approvisionnement en hydrocarbures et en électricité. Tous se révèlent donc dépendants de l'extérieur – bien que dans des proportions très variables – que cela soit en termes d'importations d'énergies primaires ou finales. La

2 BUZAN (Barry), Weaver (Ole) et de Wilde (Jaap), *Security. A New Framework for analysis*, Londres, Rienner, 1998, p. 24.

3 BUZAN (Barry), *People, States and Fear: National Security Problem in International Relations*, Londres, Longman, 1983, 393 p.

stabilité des prix et le rendement économique sont ici compris comme variables dépendantes de la sécurité d'approvisionnement.

Le deuxième rassemble les questions touchant à la sécurité environnementale, à la protection de l'atmosphère, à la préservation des biotopes, à la lutte contre le changement climatique. Est ici concerné la pollution émanant à la fois de la consommation d'énergie mais également de ses conditions d'exploitation, de production, de transformation et de transport. Comment limiter les émissions de gaz à effet de serre ? Quelles normes de sécurité appliquer aux programmes nucléaires civils ? Quel impact la mise en place d'immenses programmes hydroélectriques peut-il avoir sur l'environnement ? Tels sont les exemples de questions susceptibles d'être soulevées dans ce cadre.

Le troisième type regroupe l'ensemble des préoccupations liées à l'efficacité énergétique. Celle-ci consiste à réduire les consommations d'énergie et à diminuer, à niveau de productivité égal, les coûts environnementaux, économiques et sociaux liés à la production et à la consommation d'énergie. La Commission européenne résuma parfaitement cette notion dans le titre de son Livre Vert sur l'efficacité énergétique : « *Comment consommer mieux avec moins ?* »⁴. La course technologique et aux investissements qu'elle implique tend à concilier les deux impératifs contenus dans les deux pôles précédents. Plutôt que de voir se développer un dilemme qui forcerait les acteurs à choisir entre développement économique et protection de l'environnement, la notion d'efficacité énergétique souligne le fait qu'à moyen terme, coût économique et environnemental seront inévitablement indissociables du fait d'une part de la raréfaction annoncées des réserves d'hydrocarbures et, d'autre part, du stress environnemental croissant causé par une consommation intensive d'énergies polluantes.

La sécurité énergétique recouvre donc deux types de préoccupations complémentaires et non antinomiques que sont la sécurité d'approvisionnement et la sécurité environnementale. Elles constituent avec les questions touchant à l'efficacité

⁴ LIVRE VERT sur l'efficacité énergétique ou *Comment consommer mieux avec moins*, Bruxelles, Commission européenne, le 22 juin 2005. [COM(2005) 265 final du 22 juin 2005].

énergétique les trois pôles indissociables d'un même ensemble et ne peuvent être envisagés l'un sans les autres. Toute augmentation du prix des importations de matières énergétiques entraînera un regain d'attention pour les programmes destinés à augmenter l'efficacité énergétique du pays ainsi que pour le développement d'énergies alternatives renouvelables. Tout stress écologique aura un impact sur les choix opérés par les collectivités en matière d'énergie, choix qui pourront déboucher sur des modifications de leurs voies et modes d'approvisionnement⁵.

Ces enjeux de sécurité sont généralement formulés en réaction à l'apparition de menaces présentées comme externes et objectives. Mais le sont-elles vraiment ? La suite de cet exposé se composera de deux parties. La première consistera à étudier l'apport des travaux de Buzan, Weaver et de Wilde concernant le processus de sécurisation. Comment la menace apparaît-elle et quel type de réaction peut-elle engendrer ? La seconde partie sera quant à elle consacrée à la sectorisation de la sécurité proposée dans *Security. A new framework for analysis*⁶ et à la place réservée à la sécurité énergétique dans ce canevas.

Le processus de sécurisation

Ole Weaver définit le terme « sécurité » à partir du processus dont il est issu et qui le conditionne. Ainsi, la sécurité est comprise comme « *l'action politique justifiée par l'existence d'une menace, dérogeant aux procédures routinières, par laquelle est accrue la priorité accordée à la politique donnée. Elle doit donc être considérée comme une forme plus radicale de la politisation* ». Cette définition rejoint la conception duale historique de ce terme et soulignée par Michaël Dillon qui y voyait à la fois « *un moyen de libération à l'égard du danger* » mais également « *un moyen de le contraindre, de le limiter* »⁷. A la fois fin et moyen, la sécurité tend donc à se confondre avec le processus-même de sécurisation. Lorsque le Conseil européen affirme « *l'importance de sa sécurité*

5 Ce type de réaction n'a cependant été constaté jusqu'à aujourd'hui qu'aux niveaux local et régional.

6 BUZAN (Barry), Weaver (Ole) et de Wilde (Jaap), *Security. A New Framework for analysis*, Londres, Rienner, 1998, 239 p.

7 DILLON (Michaël), *Politics of Security : Towards a Political Philosophy of Continental Thought*, Londres, Routledge, 1996, p.120.

énergétique », il ne fait pas que constater la nécessité de réagir face à une menace préexistante, il contribue à la faire exister lui-même.

Mais en matière de sécurité, est-ce le problème qui précède la solution ou l'inverse? Weaver répond à cette question en affirmant que la sécurité est une notion self-référentielle dans le sens où elle ne découlerait pas du constat objectif de l'existence d'une menace réelle mais bien de la pratique selon laquelle un ou plusieurs acteurs déclareraient que le maintien des règles politiques habituelles ne permettrait pas de faire face à un danger et mettraient en péril la survie même du groupe. Il n'est pourtant pas question ici de prétendre que toute sécurisation relèverait d'un acte purement subjectif, de l'imagination d'un acteur et isolé coupé de toute réalité matérielle et imposant sa vision aux membres de sa communauté. Car si, comme Wolfer l'affirme, « *la sécurité s'impose comme un sentiment, une perception et une volonté* »⁸, Weaver ajoute que cette volonté n'est valide que lorsqu'elle est partagée par l'ensemble des membres de la communauté. Ainsi, selon lui, le processus de sécurisation doit être compris comme relevant d'une dynamique « *intersubjective et socialement construite* »⁹. Aucune question, aucune matière n'est enjeu de sécurité en soi. Aucun acteur ne peut lui attribuer d'autorité cette signification. Mais l'acceptation et l'intégration par l'ensemble de la communauté de l'existence d'une menace présentée par un acteur en position de pouvoir et influent en matière de sécurité permettra l'aboutissement du processus de sécurisation.

Si le processus d'élévation de certaines préoccupations au rang d'enjeux de sécurité est présenté de façon très complète, à aucun moment n'est abordée la question de savoir pourquoi ce processus de sécurisation s'enclenche. Pourquoi telle matière devient-elle enjeu de sécurité à tel instant, à tel endroit, sous la pression de tels acteurs? Si Ole Weaver évoque bien un « *problème de sécurité* », jamais il n'aborde cette question pourtant essentielle¹⁰.

8 BATTISTELLA (Dario), *Théories des relations internationales* (2^{ème} éd.), Paris, 2006, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p.295.

9 BUZAN (Barry), Weaver (Ole) et de Wilde (Jaap), *Security. A New Framework for analysis*, Londres, Rienner, 1998, p.31.

10 CEYHAN (Ayse), *Analyser la sécurité. Dillon, Wæver, Williams et les autres dans Cultures & Conflits. Sociologie politique de l'international*, n°31, p. 10.

Plusieurs hypothèses s'offrent à nous. La première est issue d'une approche basée sur le choix rationnel des acteurs. Elle comprend l'engagement de la sécurisation d'une matière comme résultant soit de la stratégie rationnelle établie par les élites en place dans le but de mettre en difficulté leurs challengers, soit de la peur collective que peuvent avoir les masses à l'égard de leur avenir. Cet état d'appréhension se développe lorsque l'information qui lui parvient n'est pas vue comme fiable ou complète et lorsque l'engagement de l'Etat est jugé insuffisant. Une deuxième hypothèse repose sur l'approche d'inspiration constructiviste introduite par Badredine Arfi à savoir l'apparition de nouveaux enjeux de sécurité via la modification de l'Identité sociale des acteurs. En réalité, il n'est pas question de déprécier les apports du rationalisme mais de les compléter par l'intégration des variables identitaires et d'intérêts à la problématique. Par identité sociale Arfi désigne « *un ensemble de significations que l'acteur s'attribue à lui-même tout en tenant compte de la perspective des autres acteurs* »¹¹. Ainsi l'identité sociale des acteurs, constituant à la fois leurs intérêts et leurs stratégies, fait partie intégrante leur environnement social.

Se pose donc la question de savoir si la réalité sociale à partir de laquelle émergent les enjeux de sécurité relève d'avantage de la matière ou de l'idée. Les constructivistes y apportent une réponse « *idéaliste plutôt que matérialiste* » à savoir que « *les structures sociales sont prioritairement constituées par les idées que partagent les agents plutôt que par les rapports matériels existant entre eux* »¹². Or, si tout déterminisme matériel d'un type néo-marxiste ne semble pas être capable de rendre compte de façon fidèle de l'ensemble des attitudes et comportements des acteurs étatiques, il n'en demeure pas moins que le poids des contraintes objectives en terme de ressources énergétiques propres, de degré de développement économique et industriel, de niveau d'évolution technique et technologique reste prédominant dans la détermination

11 ARFI (Badredine), *Ethnic Fear : The Social Construction of Insecurity* dans *Security Studies*, vol.8, 1998, p. 152.

12 BATTISTELLA (Dario), *Théories des relations internationales* (2^{ème} éd.), Paris, 2006, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p.296.

des enjeux de sécurité. Bien que retenant, à l'instar des constructivistes, l'idée d'inclure les deux dimensions idéelles et matérielles, la préférence sera accordée à une réponse « *matérialiste plutôt qu'idéaliste* »¹³. Ainsi sont rejetés à la fois déterminismes économique et idéologique, ce dernier étant sous jacent à la pensée constructiviste. Dans ce contexte, l'acteur joue un rôle à la fois passif et actif dans le processus de sécurisation. Passif car il se trouve soumis à un grand nombre de contraintes matérielles, objectives. Passif également parce que lui-même voit son caractère fondamental, son « *identité* », soumise à une multitude de facteurs objectifs historiques, culturels, politiques, économiques, géographiques, sociaux. Actif enfin parce que parmi cette multiplicité de facteurs, aucun ne peut se révéler déterminant. C'est par la perception qu'il en a, par le sens qu'il leur donne, par l'effort de hiérarchisation qu'il accomplit que l'acteur étatique fait jouer toute sa subjectivité. L'acteur effectue une lecture de ces facteurs objectifs à partir de sa nature perceptive et cognitive particulière, elle-même découlant de son identité propre. Les conceptions matérialistes et idéalistes ne sont donc pas appelées à s'exclure mutuellement mais jouent tour à tour dans un rôle prédominant dans la détermination des structures sociales.

Récusant le postulat selon lequel devrait pouvoir être identifiée une force déterminante de ces structures sociales « *en dernière instance* », la relation entre facteurs objectifs et subjectifs pourrait être envisagée sous un angle dynamique et interactif¹⁴. Les données matérielles constituent un carcan au sein duquel les Etats déterminent leur intérêt national ainsi que les menaces susceptibles d'y porter atteinte. Ces données matérielles n'étant pas porteuses de sens en elles-mêmes, c'est par le biais de leurs identités respectives que les Etats comprendront ces éléments objectifs.

Prenons maintenant l'exemple du Pic pétrolier ou « *Peak oil* », termes utilisés pour désigner le moment où la moitié des réserves pétrolières mondiales ont été ou seront épuisées. A partir de ce moment précis, l'extraction pétrolière sera supposée commencer à décliner. Ce pic annonce donc l'épuisement progressif des sources

13 *Ibid.*

14 *Ibid.*

d'approvisionnement jusqu'à leur extinction totale à plus ou moins long terme. Que les avis divergent quant à la date à laquelle se pic surviendra ou que l'ampleur de son impact soit sujet de discorde entre les experts ne nous intéresse pas ici. Ce qui importe, c'est le poids d'une telle perspective dans le processus de sécurisation. Nous rejoignons Weaver et Buzan lorsqu'ils affirment que ce n'est pas l'apparition d'une menace existentielle qui entraîne la sécurisation de son objet mais bien la lecture qui en est faite par les acteurs en fonction de leurs propres identités et intérêts¹⁵. Cependant, l'existence d'une telle menace potentiellement létale n'en demeure pas moins indispensable et nécessaire. Si la sécurisation se constitue bien à partir d'un monde socialement construit, il n'en demeure pas moins que l'intersubjectivité qui la forge se nourrit d'une réalité objective. Ainsi, alors que le processus de sécurisation nous éclaire sur le « comment » une question se trouve élevée au rang d'enjeu de sécurité, tout événement objectif et concret altérant, de façon significative ou non, les régimes énergétiques des communautés ou Etats nous renseigne sur le « pourquoi ».

La sectorisation des questions de sécurité

Un des apports majeurs de l'Ecole de Copenhague est d'avoir ouvert le champ d'étude des questions de sécurité à toute une série de matières jusqu'alors ignorées. Dépassant les cadres d'étude traditionnels, Buzan, Weaver et de Wilde ont proposé l'extension du concept de sécurité aux dimensions militaires et non militaires « *affectant tant les Etats que les organisations non-étatiques, face auxquelles des réponses militaires des réponses militaires et non-militaires doivent être opposées* »¹⁶. Ils ont ainsi décidé d'intégrer de nouvelles matières qu'ils ont réparties en cinq différents secteurs. Ces secteurs sont des « *lentilles à travers lesquelles apparaissent un aspect particulier de la relation et des interaction existant entre l'ensemble des unités constituant le système*

15 BUZAN (Barry), Weaver (Ole) et de Wilde (Jaap), *Security. A New Framework for analysis*, Londres, Rienner, 1998, p.25.

16 *Questions diplomatiques et stratégiques*. Syllabus mis à disposition des étudiants par le Professeur Michel Liégeois. Louvain-la-Neuve, 2007, Université catholique de Louvain, p. 25.

international »¹⁷. Partant du postulat que le terme sécurité, bien que possédant une signification propre, peut revêtir des formes très « *variées* », sa sectorisation va remplir deux fonctions. Premièrement, elle va permettre de différencier les différents types d'interactions en précisant quels acteurs et valeurs sont à la fois caractéristiques et fondatrices de ses secteurs. Secondement, elle va souligner la spécificité des conditions de survie et des menaces existentielles émergeant dans chaque secteur.

Selon le découpage proposé, l'énergie ne constitue pas une dimension à part entière¹⁸. Elle se trouve en réalité inscrite comme sous-ensemble de la sécurité économique, au même titre que les questions relatives à l'accès à tout autre types de ressources ainsi qu'aux « *marchés et finances nécessaires pour maintenir de façon durable des niveaux acceptables de bien être et de pouvoir étatique* »¹⁹. La sécurité énergétique n'est donc pas une fin en soi mais un instrument mis au service d'objectifs économiques généraux visant eux-mêmes en réalité une seule finalité: le maintien du pouvoir étatique, les questions de bien-être se révélant elles-mêmes soumises à cet ultime objectif. Situé en amont de toute activité économique, la sécurité énergétique occupe donc une place centrale sein de la sécurité économique. Dans cette perspective, la sécurité énergétique telle que présentée par Buzan, Weaver et de Wilde correspond à la définition qu'en donna Alex P. Schmid à savoir comme « *se référant à la disponibilité continue et assurée d'énergies en quantités suffisantes et à des coûts stables et acceptables pour les pays importateurs et consommateurs* »²⁰.

Cette vision exclut le volet environnemental de la problématique énergétique dont l'importance ne fait pourtant que croître. En effet, le lien existant entre sécurité énergétique et sécurité environnementale, tel qu'envisagé par Buzan, est d'une toute autre nature. Selon son découpage sectoriel, la sécurité environnementale porte sur « *la*

17 BUZAN (Barry), Weaver (Ole) et de Wilde (Jaap), *Security. A New Framework for analysis*, Londres, Rienner, 1998, p.27.

18 BATTISTELLA (Dario), *Théories des relations internationales*, 3^{ème} édition, Paris, Sciences Po, 2006, p. 479.

19 *Ibid.*

20 SCHMID (Alex P.), *Terrorism and Energy security* dans *MIPT Inside*, mars 2007, p. 2.

sauvegarde de la biosphère locale et planétaire comme support en dernier ressort de toute activité humaine »²¹. Les questions énergétiques n’y tiennent pas une place prédominante. Les problèmes environnementaux et de pollution dérivant de l’exploitation et de la consommation d’énergie y figurent au même titre que les questions de pollution des eaux, d’utilisation de pesticides.

Buzan semble donc vouloir intégrer l’idée de l’existence d’un lien de continuation entre secteur énergétique à dominance économique et secteur environnemental²². La sectorisation n’implique donc pas la création d’un système d’analyse cloisonné mais d’un ensemble ouvert au sein duquel les différents secteurs peuvent s’interpénétrer en fonction des cas d’étude. La possibilité de débordement de ce cadre est poussée encore plus loin avec l’évocation de connexions trans-sectorielles basées sur le fait que la sécurisation d’une question relevant de plusieurs domaines serait le fait d’un ou de plusieurs acteurs communs²³.

Mais cet assouplissement des catégories se révèle-t-il satisfaisant au regard des spécificités des questions de sécurité énergétique? Nous répondrons ici par la négative. En effet, si le trans-sectorisme par les acteurs permet de prendre en considération le fait que nombre d’entre eux évoluent à la fois dans les domaines économiques et environnementaux, il ne permet pas de mettre en lumière le fait que l’on peut y trouver également des valeurs communes, des craintes similaires face à des menaces identiques de même que des conditions de survie partagées. Comme expliqué plus haut, la sécurité énergétique ne relève pas de la juxtaposition de deux champs distincts mais bien de l’imbrication des aspects économiques et environnementaux des questions énergétiques grâce à l’interface que constitue la quête d’efficacité énergétique.

La sécurité énergétique ne peut être considérée comme un sous-ensemble de la sécurité économique. Tout d’abord parce qu’en de nombreux aspects, elle lui prévaut.

21 BUZAN (Barry), Weaver (Ole) et de Wilde (Jaap), *Security. A New Framework for analysis*, Londres, Rienner, 1998, p.74.

22 *Id.*, p. 166.

23 *Id.*, p. 167.

Dans le monde actuel, aucune activité économique ne peut être conduite dans aucun domaine sans que ne soit assuré en amont l'approvisionnement en énergie des membres des différentes communautés. La sécurité énergétique est donc un pré-requis à la sécurité économique. Ensuite, les acteurs et la nature des interactions dont elle est issue diffèrent en partie de ceux évoluant dans le secteur économique d'une part par la relation très dense existant avec le secteur politique en la matière et d'autre part avec l'ingérence continuelle des acteurs environnementaux dans son processus de constitution. Cette dernière raison peut également être invoquée à l'encontre de la quasi-exclusion du secteur environnemental dont fait l'objet la sécurité énergétique.

Si la sécurité énergétique présente bien un type d'interactions spécifique entre des acteurs qui lui sont propres sur bases de valeurs originales, si ses enjeux de sécurité et les menaces qui pèsent dessus lui sont particuliers, alors la sécurité énergétique représente un secteur de sécurité à part entière. Il n'est donc pas question ici de remettre en cause l'effort de sectorisation opéré par Buzan, Weaver et de Wilde mais bien d'en proposer une adaptation en regard de l'évolution que connaît le champ d'étude des questions de sécurité.

Pour illustrer cette approche, nous proposons de nous pencher sur un des aspects cités plus haut et qui justifie l'élévation de la sécurité énergétique au rang de secteur à part entière: l'existence d'acteurs (ou « *unités* »²⁴) spécifiques au domaine de l'énergie.

Les acteurs de la sécurisation dans le domaine de l'énergie

Dans l'analyse du processus de sécurisation, Ole Weaver propose de distinguer trois types d'éléments²⁵. Ces trois catégories ne peuvent être envisagées indépendamment les unes des autres puisque, selon l'approche intersubjective adoptée, chacune interagit directement avec les deux autres. Premièrement, il s'agit de distinguer les *objets de*

24 BUZAN (Barry), Weaver (Ole) et de Wilde (Jaap), *Security. A New Framework for analysis*, Londres, Rienner, 1998, p.27.

25 *Id.*, p.36.

référence c'est-à-dire les objets perçus comme soumis à une menace existentielle et dont la survie représente un objectif légitime. Tous secteurs confondus, l'Etat demeure l'objet de référence traditionnel. Que cela soit face à des menaces politiques, environnementales ou encore économiques, il est « *ce qui doit survivre* »²⁶. Cette approche a souvent été taxée de stato-centrique. Ce pourtant pas tout à fait le cas. Weaver affirme bien que d'autres types de collectivités peuvent elles aussi constituer des objets de référence. Ainsi, la nation constituerait l'objet de référence privilégié de la sécurité sociétale.

Appliqué au cas de la sécurité énergétique, l'on constate que l'objet de référence principal n'est ni l'Etat, ni les firmes mais bien l'ensemble des individus composant la communauté visée. Ce qui est en jeu, ce qui est menacé, ce qui justifie la dérogation « *aux règles routinière* », c'est la survie d'êtres humains. Cette notion était déjà présente dans l'analyse faite par Buzan du secteur environnemental. Elle est reprise ici et étendue aux aspects économiques et politiques de la sécurité énergétiques. Ainsi, une rupture d'approvisionnement en énergie est susceptible de mettre en péril la vie même des populations d'un Etat. Les coupures d'approvisionnement en gaz naturel de l'Ukraine par son fournisseur russe Gazprom en janvier 2006 en fut un parfait exemple. La stabilité de l'Etat n'était pas la seule engagée, la survie de la population ukrainienne constituait bien alors l'objet de référence ultime de la sécurité énergétique.

Les *acteurs sécurisants* constituent la deuxième catégorie. Celle-ci regroupe l'ensemble des acteurs participant à la sécurisation de questions ou de secteurs par l'affirmation de l'existence d'une menace à l'endroit de l'objet de référence. Ces acteurs peuvent prendre la forme d'un Etat, d'une organisation supranationale ou internationale, celle d'un groupe sub- ou a-national voir même d'un individu. L'acteur sécurisant peut par ailleurs cumuler son rôle avec celui d'objet de référence ainsi un Etat dont la stabilité serait menacée peut appeler à sa propre sécurisation.

26 *Ibid.*

Comme dans tous les secteurs, la sécurisation de questions énergétiques est le fait d'une multitude d'acteurs. Parmi ceux-ci peuvent être cités les Etats et à l'intérieur de ceux-ci les organes gouvernementaux plus spécifiquement en charge des questions énergétiques ; les entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, évoluant au sein des marchés de l'énergie ; les organisations non gouvernementales défendant les intérêts des groupes et individus relevant des secteurs marchands et non marchands dans le domaine de l'énergie ou de la protection de l'environnement. La création d'organisations internationales spécifiquement destinées à réguler les questions énergétiques est un élément important dans la reconnaissance de la spécificité de cette matière. La Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) fondée en 1951 par le Traité de Rome fut la première organisation de ce type. Un grand nombre d'autres suivit dont l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA, 1956), la fameuse Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP, 1960) ou encore l'Agence internationale de l'énergie (AIE, 1974). A celles-ci viennent s'ajouter une série d'organisations fondées sur la rencontre voire même une convergence d'intérêts des Etats qui en sont membres. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE, 1972) peut être cité dans le domaine des questions touchant plus spécifiquement à la protection de l'environnement. Tous ces acteurs, quelques soient leurs niveaux et prérogatives, sont susceptibles d'engager le processus de sécurisation en pointant du doigt une question susceptible de menacer l'existence même d'un objet de référence.

Si les acteurs relevant du pan économique des questions énergétiques ont pendant longtemps ignoré dans leurs discours les enjeux invoqués par leurs homologues actifs dans le domaine environnemental, c'est de moins en moins le cas. La sécurité d'approvisionnement et de consommation d'énergie se voit toujours davantage liée à la problématique de la préservation de l'environnement et à la lutte contre les dérèglements climatiques. C'est de ce lien qu'émerge la notion de sécurité énergétique comprise comme un ensemble dynamique et cohérent englobant à la fois dimensions économiques et environnementales.

La troisième catégorie regroupe l'ensemble des *acteurs* dits *fonctionnels* c'est-à-dire affectant la dynamique du secteur étudié, le secteur énergétique en l'occurrence, sans pour autant être à l'initiative du mouvement de sécurisation. Ces acteurs possèdent la capacité d'influer de façon significative sur le processus de prise de décision²⁷. Cette catégorie regroupe les mêmes types d'acteurs que ceux intervenant comme acteurs sécurisants. Pour illustrer ce que peut recouvrir la notion d'acteur fonctionnel, Weaver propose l'exemple d'une compagnie polluante qui jouerait un « *rôle central* » dans le secteur environnemental sans pour autant constituer ni l'objet de référence ni l'acteur initiateur de la sécurisation²⁸.

Une précision s'impose ici : les préoccupations formulées par les acteurs producteurs ou exportateurs d'énergie ne relèvent pas du domaine énergétique. En effet, les enjeux de sécurité que représentent les échanges commerciaux de matières énergétiques sont de nature exclusivement économique. Ainsi, ces acteurs ne pourront être considérés comme intervenant dans la sécurisation de questions énergétiques que dans la mesure où ils interféreront avec les enjeux touchant à l'approvisionnement ou à la protection de l'environnement.

On constate que les unités interagissant dans le domaine de l'énergie forment un ensemble homogène regroupant des objets et des acteurs qui, s'ils peuvent se retrouver dans d'autres domaines tels que les secteurs économique et environnemental, n'en présentent pas moins une spécificité propre au champ énergétique. Les objets de références présentent des modes de survies particuliers et les menaces auxquelles ils se trouvent confrontés sont tout à fait originales. Les acteurs, qu'ils soient sécurisants ou fonctionnels répondent à des logiques sensiblement différentes à celles exprimées dans d'autres secteurs. Ces éléments plaident en la faveur du traitement des questions énergétiques comprises comme relevant d'un domaine unifié et non comme un ensemble composite de sous questions économiques ou environnementales éparses et indépendantes les unes des autres.

27 BUZAN (Barry), Weaver (Ole) et de Wilde (Jaap), *Security. A New Framework for analysis*, Londres, Rienner, 1998, p.36.

28 *Ibid.*

Conclusion

De nombreux concepts, notions, postures adoptées par Buzan, Weaver et de Wilde mériteraient encore d'être discutées tels que l'usage fait de la Théorie du complexe de sécurité ou le recours à la Speech Act Theory pour analyser et comprendre le processus de sécurisation. Aborder ces questions dépasserait cependant le cadre de cette étude. Ce qui est tout d'abord démontré ici, c'est l'ampleur de l'apport des travaux des ces trois chercheurs dans le domaine des études de sécurité. Parmi ces avancées, l'extension de ce dernier à d'autres questions que les enjeux militaire traditionnels n'est pas des moindres.

Cependant, si Buzan a eu le mérite d'introduire l'énergie dans le champ des études de sécurité, il semble nécessaire de redéfinir sa place au sein de celui-ci. Peu à peu, les questions d'approvisionnement et de protection de l'environnement sont apparues en têtes de tous les agendas politiques pour être ensuite élevées au rang d'enjeux de sécurité. Cette mutation résulte de la conjonction de plusieurs éléments. L'accroissement de la demande énergétique des économies développées, la part croissante de puissances économiques émergentes telles que la Chine ou l'Inde dans la consommation mondiale d'énergie, le ralentissement des découvertes de nouvelles réserves d'énergies fossiles et l'épuisement progressif des ressources disponibles, l'observation de signes de dérèglement climatiques, le développement d'une pollution atmosphérique nocive pour la santé humaine sont autant d'éléments susceptibles d'être l'objet d'un effort de sécurisation.

Les questions énergétiques se voient donc peu à peu attribuer un rôle majeur pour la survie des Etats. Les menaces dont elles seraient l'objet sont comprises et intégrées comme potentiellement létales. Mais l'énergie n'est pas seulement devenue enjeux de sécurité, elle se trouve à présent au cœur-même de celle-ci. L'approche constructiviste de Buzan, Weaver et de Wilde constitue une base solide sur laquelle peut se développer

l'étude du phénomène de sécurisation des questions énergétiques. La place que devra tenir l'énergie au sein des études de sécurité reste quant à elle encore à définir.